

# Refuser l'opportunisme électoral

Il nous reste quelques jours pour clarifier nos réflexions en vue du vote de la semaine prochaine. Mais d'abord, il est essentiel que chacun aille voter. Redisons-le : l'abstention fait le jeu des extrêmes et croire qu'en s'abstenant on reste neutre, est une erreur.

Nous sommes en présence de deux conceptions de notre société politique. Cela a déjà été dit maintes fois : elles sont incompatibles. C'est l'ouverture ou la fermeture, c'est-à-dire le repli sur soi et l'asphyxie à terme ou bien la recherche des coopérations et des solidarités qui font grandir.

Pour notre part, nous refusons la xénophobie qui suscite les haines ; les simplismes qui font croire qu'il suffit de grands mots pour changer notre condition et l'améliorer. Ainsi, on fait rêver d'une France seule, indépendante, capable de dicter ses réformes à l'Union européenne en renégociant à son avantage les traités qui nous engagent depuis longtemps. Mais il faudrait pour cela l'unanimité des membres de l'Union

européenne. Certains s'y sont déjà essayés ces dernières années sans avoir été suivis par les autres nations.

## Renforcer l'Union européenne

Il nous faut aussi détecter la manière dont on camoufle certains grands choix annoncés ces dernières années. « **Je veux détruire l'Union européenne** », exposait Mme Le Pen à *Der Spiegel* en 2014 (1). Aujourd'hui, on en est à chanter les louanges d'une Union européenne mais Mme Le Pen fait enlever le drapeau européen de l'estrade d'où elle va parler. On s'annonce fraternel mais pas pour tout le monde, pas avec les migrants qu'il faut renvoyer massivement chez eux ou bien auxquels il faut réserver un traitement spécifique.

On veut fermer les frontières en précisant qu'elles ne seront pas un mur mais seulement un « filtre ». Ainsi on promène l'opinion publique dans les sables mouvants de l'opportunisme

électoral. Ce n'est pas ainsi qu'on relèvera la France et que les autres pays lui feront confiance. Il ne suffit pas de gommer les aspérités d'un projet ruineux qui fait peur pour le rendre acceptable.

À nos yeux, ne pas s'engager nettement pour l'Union européenne et pour garder la monnaie unique, c'est tuer l'Europe et la monnaie. Ce serait provoquer le plus grand malheur de notre temps et il en découlerait bien d'autres, jusqu'aux affrontements entre nations que, hélas, nous avons connus lors du dernier siècle. L'Europe nous a donné la paix et, malgré les difficultés, une prospérité supérieure à bien d'autres pays, une capacité de parler d'égal à égal avec les États continents qui montent à l'horizon et se développent chaque jour, ce qui renforce notre souveraineté.

Alors non, ne gâchons pas tout cela ! Et travaillons à réformer notre pays pour renforcer l'Europe et y jouer justement un rôle toujours plus important.

(1) *Le Monde*, 28/04/2017

## Tant d'incohérences

Le 14 avril, dans un entretien à *Ouest-France*, Marine Le Pen expliquait qu'un refus des Français de quitter l'euro et l'Europe impliquerait qu'elle s'en aille. Logique : son projet à 145 milliards de dépenses supplémentaires annuelles n'est finançable qu'avec la planche à billets.

Quinze jours après, elle assure que l'euro peut cohabiter avec une monnaie nationale. Mais elle ne dit pas que nos revenus, nos retraites, notre épargne seraient en francs – dévalués, sinon quel intérêt ? – pour acheter des produits d'autant plus chers que leurs fabricants intégreraient des composants, des ingrédients, achetés en euros.

C'est du reste pour limiter les hausses de prix qu'elle propose de moduler la taxe sur les importations, destinée à financer... son projet ! La plupart de ses mesures, contraires aux traités, voire à notre Constitution, dépendent ainsi du choix européen. Comme les promesses de Donald Trump dépendent d'enjeux qui les rendent largement inapplicables.

Au diable les incohérences : il faut gommer ce qui fâche, y compris, sur les affiches, son nom et celui du parti ! Le passé aussi.

Il y a quelques jours, Marine Le Pen niait la responsabilité de

l'État dans la déportation des Juifs. Aujourd'hui, elle s'affiche en gaulliste avec Nicolas Dupont-Aignan, qui rêve de faire battre Emmanuel Macron après avoir contribué à éliminer François Fillon.

Lequel Dupont-Aignan qualifie le FN de meilleur allié du système. Assurait qu'il n'était pas apte à gouverner. Expliquait que ce serait sauter dans le vide sans parachute. Il avait peut-être raison ! Soudain, la fin justifie les moyens.

### Électorisme

Tout ceci n'a d'autre but que d'attirer les sarkozystes, les fillonistes, les mélenchonistes. Ça s'appelle de l'électorisme.

La difficulté, c'est que nous sommes entrés dans une période où tout vaut tout. Où les arguments sont inaudibles. Où la passion l'emporte sur la raison.

La colère, nourrie par la peur du déclassement, les promesses oubliées, les mœurs politiques, les déceptions européennes, pousse à oser tous les paris.

Jean-Luc Mélenchon et tous ceux qui se projettent dans l'opposition de demain, à travers des soutiens alambiqués, contribuent à mettre les idéologies au même niveau, à briser les tabous électoraux au risque d'avoir

à assumer une responsabilité historique. Marine Le Pen en profite pour exploser une gauche fragmentée.

Les colères sont profondes, anciennes, mais aussi contradictoires. Dire que le peuple a toujours raison relève d'une démagogie qui évite d'arbitrer entre moins d'impôts et plus de services publics. Entre un État fort et des attachements régionaux. Entre une demande d'ordre pour les autres, de libertés pour soi-même. Entre une Europe pacificatrice et des nationalismes dont l'exacerbation conduit à la guerre.

La situation est explosive et les réponses un peu plus complexes que des slogans. Elles exigent une mise en chantier immédiate de tout ce qui fausse la concurrence en Europe. Elles supposent un engagement massif pour rapprocher les politiques publiques de ceux qui en ont le plus besoin. Elles appellent des réformes pour redorer la légitimité de tous les représentants.

En général, les révoltes se soldent par un acte politique fort. Aujourd'hui, l'impuissance politique peut se solder par une révolte. Sous la V<sup>e</sup> République, c'est la première fois qu'une élection donne autant le vertige.